

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.553/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 juillet 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique", a donné le 16 juillet 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De redenen van dringende noodzakelijkheid worden als volgt gemotiveerd :

- met het arrest nr. 133.174 van 28 juni 2004 heeft de Raad van State de schorsing bevolen van de tenuitvoerlegging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 januari 2004 tot uitvoering van de artikelen 2, § 1, zevende lid, 4, § 2, 6, § 3, tweede lid, en 10, van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte;
- door die schorsing vervalt de wettelijke basis voor het stellen van de preventieve zekerheden bij het indienen van een EBA - aangifte en oprichting van bijzonder college voor het beslechten van betwistingen;
- om zowel voor de indieners van een EBA - aangifte als voor de kredietinstellingen, de beursvennootschappen en de verzekeringsondernemingen, de grootst mogelijke rechtszekerheid te behouden, wenst de Regering het inningsmechanisme voor de bijkomende heffing en de oprichting van het bijzonder college zo spoedig mogelijk in de wet zelf op te nemen".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limitera son examen au fondement légal du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

.../...

Dispositif

Article 2

1. Cet article introduit dans la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique (DLU) un nouvel article 11 qui reproduit littéralement l'article 3 de l'arrêté royal du 9 janvier 2004 portant exécution des articles 2, § 1^{er}, alinéa 7, 4, § 2, 6, § 3, alinéa 2, et 10 de la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique.

Dans son avis 36.326/2, donné le 30 décembre 2003, sur le projet de cet arrêté royal, la section de législation du Conseil d'État avait fait remarquer que cette disposition excédait le pouvoir conféré au Roi par lesdites dispositions de la loi du 31 décembre 2003.

Par son arrêt n° 133.174 du 28 juin 2004, la section d'administration du Conseil d'État a ordonné la suspension de l'article 3 dudit arrêté royal, ce qui a conduit le Gouvernement à soumettre au Conseil d'État le projet à l'examen.

2. Pour comprendre la portée de l'article 11 en projet introduit dans la loi du 31 décembre 2003, précitée, il faut rappeler trois règles de cette loi.

a) Lorsque la DLU porte sur des valeurs mobilières qui n'étaient pas placées avant le 1^{er} juin 2003 sur un compte à l'étranger, celles-ci doivent être et rester déposées pendant trois ans sur un compte ouvert auprès d'un établissement de crédit ou d'une société de bourse (article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 5, de la loi).

b) La contribution unique à laquelle sont soumis les sommes, capitaux ou valeurs mobilières mentionnés dans la DLU, qui est en principe de 9 %, est réduite à 6 % lorsque "les sommes, capitaux ou valeurs mobilières, autres que les titres au porteur, mentionnés dans la déclaration ... sont investis pour une période d'au moins trois ans dans

.../...

les 30 jours suivant l'introduction de la déclaration" de la manière fixée par arrêté royal (article 4, § 2, de la loi).

Eu égard à l'exclusion des titres au porteur, l'application de ce taux réduit se limite aux sommes d'argent et aux devises placées auprès d'un établissement de crédit ou d'une société de bourse étrangers (article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi) et aux valeurs mobilières nominatives (actions ou obligations) entrant dans le champ d'application de l'article 2, § 1^{er}, 2^o, de la loi) ⁽¹⁾.

c) L'article 10 de la loi impose au contribuable une "contribution complémentaire" de 6 % sur les sommes ou valeurs mobilières déclarées lorsqu'il n'a pas satisfait ou ne satisfait plus :

- soit aux conditions de dépôt qu'elle fixe en son article 2, § 1^{er}, alinéa 5 (supra, a)) ;
- soit à l'exigence d'investissement ou de réinvestissement prévue à l'article 4, § 2 (supra, b).

3. L'article 11 en projet a pour but d'imposer au déclarant, au moment du paiement de la contribution unique, une remise ou une sûreté destinée à garantir le paiement de la contribution complémentaire de 6 % prévue par l'article 10, de la loi du 31 décembre 2003, précitée, au cas où celle-ci serait due.

Dans le cas où la déclaration est faite chez un établissement de crédit, une société de bourse ou une entreprise d'assurances établi en Belgique, l'alinéa 1^{er}, 1^o du texte en projet prévoit qu'

"Il est procédé ... au blocage d'un montant équivalant à la contribution complémentaire ... à titre de garantie du paiement de cette contribution complémentaire".

⁽¹⁾ Il faut observer cependant qu'à s'en tenir aux termes de la loi, le Conseil d'État ne voit pas comment des valeurs mobilières nominatives pourraient être "déposées sur un compte" comme le prescrit l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5.

L'alinéa 2 ajoute que :

"Ce blocage de sommes, capitaux ou valeurs mobilières fait l'objet d'un contrat particulier entre le déclarant et (l'organisme précité) qui prévoit expressément au profit (de cet organisme) la possibilité de remplir les obligations comprises dans cet article" (il faut lire, sans doute, "dans le présent article"),

c'est-à-dire, selon le cas, verser le montant bloqué au Trésor le 1^{er} juillet 2008 (alinéa 3) ou restituer les avoirs bloqués au déclarant (alinéa 4).

Le blocage n'est pas une notion juridique précise. D'après l'alinéa 2, il semble qu'il puisse porter aussi bien sur des sommes d'argent que sur des titres. Il semble donc que ce que le projet appelle un "blocage" est la remise par le déclarant de sommes d'argent ou de valeurs mobilières à l'organisme qui a reçu la DLU pour que ces sommes ou valeurs soient portées à un compte à affectation spéciale.

Le titulaire de ce compte paraît devoir être l'organisme qui a reçu la DLU.

Il faut donc prévoir que dans le cas où la déclaration est faite chez un établissement de crédit, une société de bourse ou une entreprise d'assurances établi en Belgique, le déclarant doit transférer à cet organisme, au moment du paiement de la contribution unique, des sommes ou valeurs mobilières d'un montant équivalant à la contribution complémentaire qui pourrait être due, par application de l'article 10, en vue de garantir le paiement de cette contribution complémentaire. Si l'on veut conserver l'idée de blocage, on peut ajouter que ces sommes et valeurs resteront bloquées à cette fin chez l'organisme précité.

Dans le cas où la contribution complémentaire est due, il faut régler l'hypothèse où le déclarant a transféré des valeurs mobilières au compte bloqué et où la valeur de celles-ci augmentée des revenus qu'elles ont produit n'atteindrait plus, le 1^{er} juillet 2008, le montant de la contribution complémentaire due. Il serait utile de préciser qu'en cette hypothèse, l'État peut exiger que l'organisme qui a reçu la DLU lui indique l'identité du déclarant de manière à lui permettre d'enrôler le solde non couvert.

.../...

Il y a lieu de préciser, en outre, que s'il apparaît que la contribution complémentaire n'est pas due, ou qu'il subsiste au compte bloqué un excédent après le versement de celle-ci, l'organisme qui a reçu la DLU doit rétrocéder au déclarant, selon le cas, l'intégralité des sommes et valeurs figurant au compte bloqué ou l'excédent.

4. En son alinéa 7, l'article 11 en projet institue un "Collège spécial" qui rendra des "décisions" sur les "contestations" relatives au respect des obligations de dépôt ou d'investissement rappelées ci-dessus.

Aux termes de l'exposé des motifs,

"... le jugement rendu par le Collège d'Arbitres est contraignant pour la banque, la société de bourse ou la compagnie d'assurance, même s'il ne porte pas atteinte aux moyens légaux dont dispose le déclarant pour ce qui concerne sa position juridique".

Les délégués du ministre ont toutefois indiqué qu'il n'entrait pas pour autant dans les intentions de l'auteur du projet de loi, d'instaurer de la sorte un tribunal arbitral au sens du Code judiciaire (VIe partie).

Ce choix est justifié : les contestations relatives à la contribution complémentaire portent sur des droits politiques au sens de l'article 145 de la Constitution, comme la section de législation l'avait observé dans son avis 36.326/2, précité; en outre, le dispositif envisagé ne cadre pas avec le régime juridique de l'arbitrage.

Par ailleurs, le collège n'est pas non plus une juridiction administrative dont la décision s'imposerait aux tribunaux. En effet, comme le relève l'exposé des motifs précité, la décision "ne porte pas atteinte aux moyens légaux dont dispose le déclarant pour ce qui concerne sa position juridique", c'est-à-dire, comme le confirment les délégués du ministre, pour ce qui concerne son droit de contester éventuellement devant les tribunaux le paiement de la contribution complémentaire.

Enfin, le Conseil d'État n'aperçoit ni l'utilité, ni la justification de mettre en place une autorité administrative indépendante constituée en majorité de représentants du Gouvernement et investie d'un pouvoir de décision qui lierait les organismes ayant reçu les DLU, sans pouvoir être opposée au déclarant.

Ne suffirait-il pas de dire qu'en cas de doute, l'organisme qui reçoit la DLU est en droit d'interroger, sans révéler l'identité du déclarant, le service compétent de l'administration, notamment sur l'admissibilité des investissements invoqués par le déclarant ⁽¹⁾? Un délai de réponse serait imposé à ce service. Dans cette hypothèse, l'organisme devrait se conformer à la décision de ce service si celui-ci estime que l'obligation d'investissement n'est pas remplie, sans préjudice du droit du déclarant de contester cette décision devant les tribunaux.

5. Eu égard à la longueur du texte en projet, qui comporte huit alinéas, et aux renvois qui sont faits dans certains alinéas à d'autres alinéas, il convient de diviser le texte en paragraphes (par exemple, le paragraphe 1^{er} contiendrait le premier alinéa et la première phrase de l'alinéa 2).

Article 3

Il faut écrire :

"Art. 3. La présente loi entre en vigueur le même jour que la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique".

⁽¹⁾ et non, comme indiqué dans le texte français, sur la "recevabilité" des preuves.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.553/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 juli 2004 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte", heeft op 16 juli 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"De redenen van dringende noodzakelijkheid worden als volgt gemotiveerd :

- met het arrest nr. 133.174 van 28 juni 2004 heeft de Raad van State de schorsing bevolen van de tenuitvoerlegging van artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 januari 2004 tot uitvoering van de artikelen 2, § 1, zevende lid, 4, § 2, 6, § 3, tweede lid, en 10, van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte;
- door die schorsing vervalt de wettelijke basis voor het stellen van de preventieve zekerheden bij het indienen van een EBA-aangifte en oprichting van bijzonder college voor het beslechten van betwistingen;
- om zowel voor de indieners van een EBA-aangifte als voor de kredietinstellingen, de beursvennootschappen en de verzekeringsondernemingen, de grootst mogelijke rechtszekerheid te behouden, wenst de Regering het inningsmechanisme voor de bijkomende heffing en de oprichting van het bijzonder college zo spoedig mogelijk in de wet zelf op te nemen."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Dispositief

Artikel 2

1. Bij dit artikel wordt in de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte (EBA) een nieuw artikel 11 ingevoegd, dat een letterlijke weergave is van artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 januari 2004 tot uitvoering van de artikelen 2, § 1, zevende lid, 4, § 2, 6, § 3, tweede lid, en 10 van de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte.

In haar advies 36.326/2 van 30 december 2003 over het ontwerp van dat koninklijk besluit, had de afdeling Wetgeving van de Raad van State opgemerkt dat die bepaling buiten de bevoegdheid valt die bij de genoemde bepalingen van de wet van 31 december 2003 aan de Koning wordt opgedragen.

Bij haar arrest nr. 133.174 van 28 juni 2004 heeft de afdeling Administratie van de Raad van State de schorsing van artikel 3 van dat koninklijk besluit bevolen, wat de Regering ertoe heeft aangezet het onderhavige ontwerp voor te leggen aan de Raad van State.

2. Om zich een beeld te kunnen vormen van de strekking van het ontworpen artikel 11, dat in de voormelde wet van 31 december 2003 wordt ingevoerd, moet herinnerd worden aan drie voorschriften van die wet.

a) Wanneer de EBA betrekking heeft op roerende waarden die vóór 1 juni 2003 niet gedeponereerd waren op een rekening in het buitenland, moeten die waarden gedeponereerd worden en gedurende drie jaar gedeponereerd blijven op een rekening bij een kredietinstelling of een beursvennootschap (artikel 2, § 1, eerste lid, 2°, en vijfde lid, van die wet).

b) De eenmalige bijdrage waaraan de in de EBA vermelde sommen, kapitalen of roerende waarden onderworpen zijn en die in principe 9 % bedraagt, wordt verminderd tot 6 % indien "de sommen, kapitalen of roerende waarden, andere dan effecten aan toonder, vermeld in de aangifte, (...) binnen de 30 dagen na de indiening van

.../...

de aangifte worden geïnvesteerd voor een minimumperiode van drie jaar", op de bij koninklijk besluit bepaalde wijze (artikel 4, § 2, van de wet).

Vanwege de uitsluiting van effecten aan toonder, geldt het verminderde tarief alleen voor geldsommen en deviezen die bij een buitenlandse kredietinstelling of buitenlandse beursvennootschap geplaatst waren (artikel 2, § 1, 1°, van de wet) en roerende waarden op naam (aandelen of obligaties) die binnen de werkingssfeer van artikel 2, § 1, 2°, van de wet vallen ⁽¹⁾.

c) Artikel 10 van de wet bepaalt dat de belastingplichtige een "bijkomende bijdrage" van 6 % op de aangegeven sommen of roerende waarden moet betalen wanneer hij niet heeft voldaan of niet langer voldoet :

- hetzij aan de in artikel 2, § 1, vijfde lid, van de wet gestelde deponeringsvoorwaarden (zie a) hierboven);
- hetzij aan de in artikel 4, § 2, vervatte investerings- of herinvesteringsvereiste (zie b) hierboven).

3. Het ontworpen artikel 11 heeft tot doel de aangever, bij de betaling van de eenmalige bijdrage, een remise of zekerheid op te leggen als waarborg voor de betaling van de bijkomende bijdrage van 6 % voorgeschreven bij artikel 10 van de voormelde wet van 31 december 2003 voor het geval dat die bijdrage verschuldigd zou zijn.

In het geval dat de aangifte bij een in België gevestigde kredietinstelling, beursvennootschap of verzekeringsonderneming wordt gedaan, bepaalt het eerste lid, 1°, van de ontworpen bepaling dat

"(...) een bedrag gelijk aan de (...) bijkomende bijdrage (wordt) geblokkeerd bij wijze van waarborg ter voldoening van deze (...) bijkomende bijdrage".

⁽¹⁾ Er moet echter worden opgemerkt dat het de Raad van State, voortgaande op de bewoordingen van de wet, niet duidelijk is hoe roerende waarden op naam zouden kunnen worden "gedeponereerd op een rekening", zoals in artikel 2, § 1, vijfde lid, wordt voorgeschreven.

Voorts wordt in het tweede lid het volgende bepaald :

"Deze blokkering van de sommen, kapitalen of roerende waarden maakt het voorwerp uit van een bijzondere overeenkomst tussen de aangever en (de voormelde instelling) waarbij die overeenkomst uitdrukkelijk voorziet in de mogelijkheid voor (die instelling) te voldoen aan de verplichtingen vervat in dit artikel",

dit wil zeggen, naar gelang van het geval, het geblokkeerde bedrag in de Schatkist te storten op 1 juli 2008 (derde lid) of de geblokkeerde tegoeden aan de aangever terug te geven (vierde lid).

Blokkering is geen precies juridisch begrip. Volgens het tweede lid kunnen blijkbaar zowel geldbedragen als effecten geblokkeerd worden. Blijkbaar is wat in het ontwerp "blokkering" wordt genoemd, dus het door de aangever bezorgen van geldbedragen of roerende waarden aan de instelling die de EBA heeft ontvangen opdat die bedragen of waarden gestort worden op een rekening met een bijzondere bestemming.

Blijkbaar moet de houder van die rekening de instelling zijn die de EBA heeft ontvangen.

Er behoort dan ook te worden bepaald dat als de aangifte gedaan wordt bij een in België gevestigde kredietinstelling, beursvennootschap of verzekeringsonderneming, de aangever bij de betaling van de eenmalige bijdrage, aan die instelling geldsommen of roerende waarden moet overdragen voor een bedrag dat overeenkomt met de bijkomende bijdrage die met toepassing van artikel 10 verschuldigd zou kunnen zijn, teneinde de betaling van die bijkomende bijdrage te garanderen. Als men het idee van blokkering wil behouden, kan voorts worden bepaald dat die geldbedragen en waarden daartoe geblokkeerd blijven bij de voormelde instelling.

Voor het geval dat de bijkomende bijdrage verschuldigd is, moet een regeling worden uitgewerkt voor de mogelijkheid dat de aangever op de geblokkeerde rekening roerende waarden heeft geplaatst waarvan de waarde, vermeerderd met de inkomsten die ze gegenereerd hebben, op 1 juli 2008 minder zou bedragen dan de verschuldigde bijkomende bijdrage. Het zou dienstig zijn te bepalen dat de Staat in dat geval van de instelling die de EBA heeft ontvangen, kan eisen dat ze hem de identiteit van

.../...

de aangever meedeelt om hem in staat te stellen het niet gedekte saldo in het kohier in te schrijven.

Voorts dient te worden bepaald dat indien mocht blijken dat de bijkomende bijdrage niet verschuldigd is of dat op de geblokkeerde rekening na de storting ervan nog een tegoed overblijft, de instelling die de EBA heeft ontvangen, aan de aangever naar gelang van het geval de totaliteit van de bedragen en waarden op de geblokkeerde rekening, of het resterende bedrag, moet teruggeven.

4. Bij het ontworpen artikel 11, zevende lid, wordt een "Bijzonder College" opgericht, dat "beslissingen" zal nemen over "betwistingen" betreffende de naleving van de verplichting tot deponeren of tot investeren, waarvan hiervoren weer sprake was.

In de memorie van toelichting wordt gesteld dat

"... de uitspraak van het College van arbiters bindend is voor de bank, beursvennootschap of verzekeringsonderneming, doch dat zij de wettelijke rechtsmiddelen die ter beschikking staan van de indiener van een aangifte voor wat betreft zijn of haar uiteindelijke rechtspositie niet (aantast)".

De gemachtigden van de minister hebben evenwel te kennen gegeven dat het nochtans niet de bedoeling van de steller van het wetsontwerp is om aldus een scheidsgerecht in de zin van het Gerechtelijk Wetboek (VIe deel) in te stellen.

Die keuze is gerechtvaardigd : betwistingen betreffende de bijkomende bijdrage hebben betrekking op politieke rechten in de zin van artikel 145 van de Grondwet, zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt in haar voormelde advies 36.326/2; bovendien sluit de voorgenomen regeling niet aan bij het juridisch stelsel van de arbitrage.

Voorts is het college evenmin een administratief rechtscollege waarvan de beslissing bindend is voor de rechtbanken. Zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, "tast (de beslissing) de wettelijke rechtsmiddelen die ter beschikking staan van de indiener van een aangifte voor wat betreft zijn of haar uiteindelijke rechtspositie niet (aan)", hetgeen, zoals de gemachtigden van de minister bevestigen, betekent wat

.../...

betreft zijn recht om eventueel bij de rechtbanken de betaling van de bijkomende bijdrage te bestrijden.

Ten slotte ziet de Raad van State noch het nut, noch de reden in van het instellen van een onafhankelijke administratieve overheid, die voor het merendeel uit vertegenwoordigers van de Regering bestaat en die bevoegd is om beslissingen te nemen die bindend zouden zijn ten aanzien van de instellingen die de EBA hebben ontvangen, maar die niet aan de aangever zouden kunnen worden tegengeworpen.

Kan er niet mee worden volstaan te stellen dat in geval van twijfel de instelling die de EBA ontvangt, het recht heeft om zonder de identiteit van de aangever te onthullen, aan de bevoegde dienst van het overheidsbestuur vragen te stellen, inzonderheid over de aanvaardbaarheid van de investeringen waarop de aangever zich beroept? Die dienst zou dan binnen een bepaalde termijn moeten antwoorden. In dat geval zou de instelling zich moeten gedragen naar de beslissing van de dienst als die dienst van oordeel is dat niet voldaan is aan de verplichting tot investeren, onverminderd het recht van de aangever om die beslissing bij de rechtbanken aan te vechten.

5. Gelet op de lengte van de ontworpen tekst, die acht leden telt, en op de verwijzingen in bepaalde leden naar andere leden, dient de tekst te worden opgedeeld in paragrafen (zo zou paragraaf 1 bijvoorbeeld bestaan uit het eerste lid en uit de eerste zin van het tweede lid).

Artikel 3

Men schrijve :

"Art. 3. Deze wet treedt in werking op dezelfde dag als de wet van 31 december 2003 houdende invoering van een eenmalige bevrijdende aangifte".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY, staatsraad.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS